

pour réussir, la mise en application d'un plan doit être précédée de la phase d'élaboration, d'une coopération de tous ceux qui sont chargés de l'exécuter. La réussite du plan peut dépendre également du type de l'organe central de planification. Le rôle du directeur de cet organe est essentiel. Ce qu'il doit savoir faire, c'est rendre les résultats de ses collaborations compréhensibles et acceptables par les autorités politiques.

Ecor.

4. Bien qu'il n'y ait pas d'organigramme type pour décrire un organe central de planification, on constate que la plupart de ces organes comprennent inabituellement des services distincts consacrés à la planification, à l'application des résultats en cours, à la coordination entre la formulation du plan et son exécution, à l'assistance technique, aux relations publiques et à l'administration. Le service de planification est au centre même de l'ensemble. Il se divise généralement en sections s'occupant chacune d'un ou de plusieurs secteurs économiques et en sections fonctionnelles qui traitent de problèmes d'ordre macro-économique. Certains pays ont cru nécessaire de constituer des services distincts des services de planification économique et consacrés à l'aspect social de la planification. Cette distinction apparaît comme bien artificielle.

En annexe, figurent une liste détaillée des plans nationaux de développement, une liste des organes centraux de planification avec leurs adresses et une bibliographie importante sur ce sujet.

Philippe CHAPUIS.

elles témoignent aussi que les responsables prennent mieux conscience des difficultés inhérentes à leur tâche. La lecture de la presse suédoise permet d'ailleurs de constater que les problèmes d'aide trouvent une audience assez large auprès du public non spécialiste, et sont traités de manière de plus en plus réaliste. On ose maintenant discuter ouvertement de la corruption qui sévit dans de nombreux pays d'Afrique, ou des régimes peu démocratiques qui s'y rencontrent. On accorde de plus en plus d'attention aux projets peu spectaculaires visant à diversifier progressivement les économies par une mise en valeur des ressources proprement africaines, telles que la forêt ou le gibier (1).

Dans le bref compte rendu qui va suivre, nous nous intéresserons surtout, mais pas uniquement, à quelques articles récemment consacrés aux activités du groupe LAMCO au Libéria.

## I

En 1953, une concession fut accordée au groupe américano-canadien I.A.A.C. (*International African-American Corp.*) en vue de rechercher du minerai de fer au Libéria. Les ressources manquant, l'I.A.A.C. prit contact avec des firmes suédoises qui se chargèrent des premières prospections. L'avant-veille de Noël 1955, le géologue écossais Sandy Clark télégraphiait à ses employeurs qu'il avait découvert un gisement d'une richesse exceptionnelle, situé à 250 km de la côte, presque au point de rencontre des frontières séparant la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Libéria. Il s'agit en fait d'une véritable montagne de minerai, le mont Nimba. Les réserves y sont estimées à 250 millions de tonnes. C'est ce gisement qu'exploite aujourd'hui le groupe LAMCO (*Liberian American-Swedish Minerals Corp.*).

La structure financière de l'affaire est complexe. Le privilège d'extraction appartient conjointement, et pour 70 ans, à la *Bethleem Steel* (1/4 des actions) et au groupe LAMCO proprement dit (3/4 des actions). Le groupe LAMCO se décompose ainsi :

- l'Etat libérien a reçu 50 % des actions en échange d'un privilège d'exonération fiscale (2);
- l'autre moitié du capital a été souscrite pour les 3/4 par un groupe suédois dans lequel la firme métallurgique *Grängesberg* détient la majorité, et pour 1/4 par l'I.A.A.C.

On avait projeté d'investir environ 200 millions de dollars, mais ce chiffre a été dépassé : il s'élève aujourd'hui à 230 millions de dollars, soit 1 150 millions de couronnes suédoises (3). La partie proprement suédoise du capital s'élève à 270 millions de couronnes; ce chiffre est destiné à s'accroître puisque le groupe suédois vient de lancer un emprunt de 60 millions de couronnes. De son côté, la production a dépassé les 6 millions de tonnes annuelles prévus, pour atteindre 7 millions de tonnes en 1964, et très probablement dépasser 8 millions

(1) Lars HOLMBERG, Vart går det unga Afrika? (Où va la jeune Afrique?), in *Industria*, 6/1965. La revue économique *Industria* est publiée à Stockholm par l'Association des Employeurs suédois (*Svenska Arbetsgivareföreningen*).

(2) Cette exonération ne bénéficie qu'à LAMCO; la *Bethleem Steel* paye des impôts au gouvernement libérien.

(3) La couronne suédoise vaut environ 1 F.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

de tonnes en 1965. Dès la deuxième année de production (1964), on a enregistré un bénéfice net de 25 millions de couronnes suédoises.

Comme on le voit, la contribution suédoise aux investissements est considérable; cette contribution est bien plus importante encore dans les domaines technique et commercial. En effet la *Bethleem Steel* et LAMCO ont confié la responsabilité de l'entreprise à la firme *Grängesberg*, dont la réputation est mondiale. Les dirigeants de la *Grängesberg* ont eux-mêmes attiré l'attention

*loppement* ? La réponse donnée par Manne Ståhl est affirmative, mais le fait que LAMCO ait reposé dès le début sur une base économique saine ne retient pas très longtemps l'attention de l'auteur. Il met plutôt l'accent sur le bien-être apporté par la firme à ses employés, et sur la valeur éducative de la discipline exigée d'eux :

« Plus clairement que bien d'autres entreprises, LAMCO démontre avec quelle rapidité et quelle efficacité une grande exploitation commerciale peut contribuer au développement. Assurément les bénéficiaires sont rapatriés dans les pays d'origine, mais il est clair que dans des régions à régime politique instable, où mines et fabriques peuvent être confisquées et nationalisées d'un trait de plume, les entreprises doivent amortir leurs investissements à un tout autre rythme qu'en Occident. Au moins, durant ces premières années, le personnel employé par la firme, ainsi que tous ceux qui ont eu part au bien-être accru, à l'amélioration matérielle et culturelle, ont-ils pu mener une vie étonnamment meilleure que l'existence primitive empoisonnée de magie et de superstition, à laquelle ils étaient abandonnés auparavant, et qui serait encore la leur sans l'action de la firme... Les indigènes acquièrent des habitudes de travail et de discipline, ils constatent que seul le travail permet d'accéder à une vie meilleure, ils ont la possibilité de s'instruire, ils voient s'ouvrir de nouvelles perspectives humaines... »

Etant donné ce point de vue, Manne Ståhl ne peut que laver le N.I.B. de tout reproche de collusion avec des intérêts privés :

« Le N.I.B. s'est-il mis au service de l'entreprise lorsqu'il a implanté son école technique à Yekepa, à l'endroit même où naissait l'industrie nouvelle ?... Sans doute, la présence d'une telle école est très avantageuse pour LAMCO ; mais la proximité de LAMCO est encore plus avantageuse pour l'école, non seulement sous forme de logements, d'eau courante, d'égouts et de services divers, mais aussi parce que les élèves ont la preuve vivante que l'instruction est rentable... »

Toutes ces observations sont justes, et pourraient se résumer ainsi : l'entreprise LAMCO étant ce qu'elle est, on peut considérer qu'elle a fait tout ce qu'on pouvait attendre d'elle pour favoriser le développement du pays, ou tout au moins pour prêter attention aux besoins de ce pays. La vraie question est toutefois la suivante : est-ce d'entreprises telles que LAMCO que l'on peut espérer une action profonde et étendue sur le développement d'un pays tel que le Libéria ?

Cette question, le journaliste Robert Rock a le mérite de la poser, au moins d'une manière indirecte (1). Il part de la constatation que l'exploitation du minerai de fer a puissamment contribué à l'éveil économique de la Suède au siècle dernier, et se demande si l'on peut s'attendre au même phénomène au



LE... L'AMCO... les... de